

A Athènes, les Européens sont d'accord pour soutenir l'ONU

L'EUROPE passe de quinze à vingt-cinq. Réunis à Athènes, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont solennellement signé, mercredi 16 avril, le traité d'adhésion des dix nouveaux membres. Ils ont voulu faire de cette cérémonie l'occasion de reconstruire leur unité après la « discorde » – le mot est de Tony Blair – créée par la guerre en Irak. Les participants ont tous manifesté le besoin de redéfinir la place de l'Europe face aux Etats-Unis dans le concert international. Les Vingt-Cinq ont adopté une « déclaration d'Athènes » qui affirme que « l'Union proclame son soutien aux Nations unies et à leur effort pour garantir la légitimité internationale et la responsabilité mondiale ». « Nous sommes tous d'accord » sur le rôle de l'ONU, a déclaré Jacques Chirac, à commencer par la France et la Grande-Bretagne. Le premier ministre britannique a déclaré que l'Union « devait montrer l'exemple au reste du monde ».

Lire page 6

UNION EUROPÉENNE

Après la crise, l'Union européenne affirme vouloir renforcer son unité

Réunis mercredi 16 avril à Athènes, les Quinze ont ratifié l'adhésion des dix nouveaux membres de l'UE. Les Vingt-Cinq ont souligné que « l'Union proclame son soutien aux Nations unies et à leurs efforts pour garantir la légitimité internationale et la responsabilité mondiale »

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Après les déchirements provoqués par la guerre en Irak, l'Europe tente de recoller les morceaux. Elle ne pouvait trouver meilleure occasion pour afficher son apparent désir d'unité que la signature solennelle, mercredi 16 avril, à Athènes, du traité d'adhésion des dix nouveaux membres. Réunis le matin dans un conseil informel, les Vingt-Cinq ont adopté une « déclaration d'Athènes » qui affirme leur volonté d'agir ensemble sur la scène internationale et définit quelques orientations communes.

« Au lendemain de la guerre d'Irak, déclare notamment ce texte, nous sommes déterminés à assurer nos responsabilités internationales (...). A cette fin, l'Union continuera de renforcer ses capacités civiles et militaires (...). L'Union proclame son soutien aux Nations unies et à leurs efforts pour garantir la légitimité internationale et la responsabilité mondiale. » Absente de la crise irakienne, l'Europe veut ainsi être présente dans l'après-crise en se disant à la fois prête à jouer un rôle qui leur serait propre face aux Etats-Unis et soucieuse d'inscrire son action future dans le cadre des Nations unies.

Sur le rôle de l'ONU, « nous sommes tous d'accord », a souligné Jacques Chirac dans sa conférence de presse, après s'être entretenu avec le premier ministre britannique Tony Blair. Le président français, qui devait rencontrer jeudi matin Kofi



Les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis dans la capitale grecque, se sont félicités de l'élargissement de l'UE à dix nouveaux pays.

Annan, secrétaire général des Nations unies, voit dans le recours à l'organisation internationale une façon de ressouder l'Union. « Le sentiment du président, indique-t-on dans son entourage, est que, sur cette approche, la France et la Grande-Bretagne peuvent se retrouver et la communauté internationale se reformer. » M. Chirac a précisé qu'il avait, la veille, avec M. Bush, parlé « des mêmes sujets et dans les mêmes

termes ». Il a ensuite informé Gerhard Schröder de cette conversation et évoqué avec lui le rôle de l'ONU mais aussi celui de l'OTAN, ainsi que l'importance du lien transatlantique, dans une parfaite entente, que le chancelier a qualifiée, indiquant qu'il n'y a « communauté d'esprit ».

Pour que l'Europe, élargie à vingt-cinq, soit capable de mettre en œuvre une politique étrangère auto-

nome et de constituer, dans un monde multipolaire, « un pôle qui soit fort et cohérent », selon l'expression de M. Chirac, il lui faut tirer les leçons de la crise irakienne et se donner les moyens de définir une attitude commune à l'égard de l'extérieur. « Cette nouvelle Europe ne pourra pas répondre aux attentes de nos citoyens si, comme on le voit avec la crise actuelle, ses ambitions politiques ne sont pas clarifiées et son fonctionnement profondément modifié », a déclaré le président français au cours de la cérémonie de signature, ajoutant que l'« ambition collective » de l'Europe doit se marquer par « l'affirmation d'une solidarité » et « le souci de se tourner naturellement vers sa famille européenne ».

« UN ACTEUR GLOBAL »

Plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement ont développé ce thème dans leurs interventions. Ainsi le premier ministre belge, Guy Verhofstadt, a-t-il souhaité que l'Europe ne soit pas seulement « un observateur bonhomme » du monde ou « une organisation humanitaire généreuse » mais « un acteur global », notant qu'une politique extérieure « purement déclaratoire » ne pouvait être prise au sérieux. M. Blair a déclaré qu'au moment où l'Europe connaît « une certaine discorde », le traité d'adhésion est « une manifestation fondamentale » de son unité. Le premier ministre britannique a noté que l'Union devait « montrer l'exemple au reste du monde ». Le prési-

dent du Conseil italien, Silvio Berlusconi, a demandé que l'Europe se dote des institutions qui lui permettent de « traiter d'égal à égal avec la seule superpuissance de la planète, les Etats-Unis d'Amérique ». Le président polonais, Alexander Kwasniewski, s'est déclaré favorable à une Europe « fondée sur des relations transatlantiques saines », ainsi qu'au renforcement du rôle des

« montré à quel point nous avions besoin de travailler sans relâche pour être en mesure de peser sur les affaires du monde », a-t-il dit, avant d'appeler à « une coopération renouvelée entre l'Europe et les Etats-Unis comme fondement d'une paix durable ».

La rénovation de la politique étrangère commune passe, de l'avis de tous, par une réforme des institutions européennes. Tel est l'objectif

M. Chirac s'inquiète pour les musées irakiens

Au cours de la réunion d'Athènes, Jacques Chirac a demandé à Tony Blair d'intervenir auprès de ses alliés américains afin que ceux-ci prennent des dispositions pour protéger les musées irakiens et retrouver les objets volés dans ceux de Bagdad et de Mossoul. Dans son entretien avec le premier ministre britannique, M. Chirac s'est dit « choqué de cette injure à la mémoire de l'humanité ». Au cours de sa conférence de presse, le président a exprimé son « indignation », se disant « consterné » par les pillages de ces musées, qu'il a qualifiés de « véritables crimes contre l'humanité » et de « désastre pour l'humanité ». Les grands musées, a-t-il rappelé, sont des « symboles de l'universalité humaine » et des « témoins essentiels de l'histoire de l'humanité ». Plusieurs pays ont déjà proposé leur aide pour aider à sauver et retrouver le patrimoine volé et diverses mises en garde ont été lancées aux acheteurs éventuels des objets et livres dérobés. — (Corresp.)

organisations internationales. Bref, en réponse à la crise irakienne, chacun s'est efforcé de redéfinir la place de l'Europe et sa relation avec les Etats-Unis.

Romano Prodi, président de la Commission, a invité les Européens à développer à la fois les ambitions de leur action extérieure et les outils de leur sécurité collective, même s'il doit leur en coûter des « efforts » et des « sacrifices ». « La guerre en Irak

de la Convention que préside Valéry Giscard d'Estaing, qui avait souhaité entendre les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union avant de conclure, fin juin, les travaux de cette assemblée. Des désaccords subsistent, a reconnu l'ancien président de la République, mais il est un point sur lequel l'accord s'est fait : la « quasi-unanimité » des participants a approuvé le principe de la création d'un ministre européen des affaires étrangères. Comme l'a fait observer M. Prodi, « des mécanismes institutionnels ne sauraient remplacer la volonté politique » mais ils peuvent aider, en favorisant la confrontation des points de vue, à mettre en place des actions communes.

En revanche, la désignation d'un président du Conseil européen à plein temps continue d'inquiéter les « petits pays ». Le Belge, rejoint par l'Autriche, la Finlande, l'Irlande et le Portugal, a chargé le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, de se faire, sur ce point, leur porte-parole. Tous redoutent la naissance de ce que le premier ministre belge, Guy Verhofstadt, appelle une « commission bis intergouvernementale ». M. Giscard d'Estaing a souligné que, si une majorité d'Etats demande la maintenance d'une présidence tournante, une majorité de la population, à en juger par la prise de position des « grands Etats », semble être favorable à « une présidence plus stable ».

Un accord de principe sur le rôle « central » de l'ONU, mais beaucoup de questions en suspens

LA RÉUNION d'Athènes devait produire, jeudi 17 avril, une « déclaration de la présidence » sur l'après-guerre en Irak, fruit de la volonté manifeste des participants de retrouver un langage commun et qui exprimerait leur souhait de voir les Nations unies retrouver un rôle « central » dans la crise.

« L'ONU doit jouer un rôle central, y compris dans le processus conduisant à un gouvernement par les Irakiens eux-mêmes, en utilisant sa capacité et son expérience spécifiques des situations de reconstruction après-guerre », dit un texte approuvé, mercredi soir, par la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Les négociations sur ce document ont débuté mercredi à Athènes, avant l'ouverture du sommet, entre ministres des affaires étrangères de ces quatre pays, avant d'être élargies à d'autres participants, dont les représentants de la Bulgarie et de la Russie, également membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce texte, a dit Jacques Chirac mercredi, alors que le document n'était pas encore fina-

lisé, « énoncera nos préoccupations sur l'avenir de l'Irak, les principes sur lesquels la reconstruction de l'Irak doit être entreprise, après la période de sécurisation, et les différents problèmes qui doivent être évoqués : des problèmes humanitaires jusqu'au rétablissement des activités nécessaires au fonctionnement des pays ».

« Tout cela doit se faire dans le cadre, et avec un rôle central — appelez ça comme vous voulez — de l'ONU », a poursuivi le président français. Sur ces principes, nous sommes tous d'accord. D'après des diplomates présents à Athènes, le terme qualifiant le rôle de l'ONU a fait l'objet de discussions entre Français et Britanniques ; les seconds auraient préféré « important » à « central ».

DIFFICULTÉ SÉMANTIQUE

Une fois surmontée cette difficulté sémantique, tout ne sera pas réglé et il n'est pas sûr que les dirigeants européens quittent la Grèce avec une vision commune et claire de la marche à suivre concrètement pour la « sortie de crise » en Irak. Le secrétaire général de

l'ONU, Kofi Annan, est venu à Athènes, où Vladimir Poutine avait également été convié, pour essayer justement de se faire une idée plus précise de la façon dont les Européens voient le rôle de l'ONU. M. Annan a été entendu, mercredi soir, avec les ministres des affaires étrangères français, allemand, russe, espagnol et britannique. Il a prévu de rencontrer une dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement. « Ce qu'ils doivent faire [les membres du Conseil de sécurité], c'est émettre des suggestions, ouvrir le dialogue et être très francs les uns avec les autres », a déclaré M. Annan, en ajoutant, manifestement à l'adresse des Etats-Unis : « Parfois les gens sont si pressés ; il y a une limite à la vitesse à laquelle on peut aller. »

Le secrétaire général est soumis à la pression des Américains, qui souhaitent qu'il désigne un émissaire spécial pour assister aux réunions qu'ils commencent à organiser en Irak en vue de mettre en place une autorité transitoire. Washington vient de demander mercredi, par la voix de George Bush, la

levée des sanctions de l'ONU contre l'Irak. La France, l'Allemagne, la Russie et d'autres pays européens ne sont pas favorables à la désignation d'un émissaire spécial dont la mission ne serait pas clairement définie et qui risquerait de se servir de la situation onusienne à une entreprise dirigée par les Etats-Unis. La levée de l'embargo suppose une résolution, et des préalables, sur lesquels il n'y a pas d'accord et qui impliquent une négociation à New York.

En ce qui concerne les questions plus immédiates de l'assistance humanitaire, M. Chirac a annoncé mercredi qu'un pont aérien serait ouvert « dans les jours qui viennent » sous l'autorité de la Commission européenne afin d'acheminer des blessés irakiens vers des hôpitaux européens, « en accord avec les autorités d'occupation actuelles ». « J'en avais suggéré le principe au président de la Commission qui l'a adopté », a-t-il précisé.

Claire Tréan

Thomas Ferenzi

Plusieurs milliers de manifestants grecs contre « l'élargissement de la guerre et du néolibéralisme »

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

Le vent qui souffle sur Athènes, mercredi 16 avril, manque d'emporter la banderole de Kostas. On y lit :

■ REPORTAGE

Aux abords de l'ambassade des Etats-Unis, les projectiles volent

« Le Pasok et les USA soutiennent la guerre et les classes aisées. » Sur le tee-shirt de l'étudiant en agronomie, le dessin d'un poing levé dit mieux son identité politique que le nom de son groupe, Action Thessaloniki 2003. L'air emporte des brins de chansons et de musiques crachées par les haut-parleurs, au-delà des murs du palais Zappeion, où le long défilé des limousines des chefs d'Etat et de gouvernement a commencé, pour le sommet européen de l'élargissement. Il est 9 heures.

Tout est tranquille sur la grande place, où des forces de l'ordre, très nombreuses, sont mobilisées. Une petite centaine de manifestants s'échauffe gentiment. Eugenia, 23 ans, du Mouvement Gènes 2001, veut « combattre l'occupation de l'Irak par les Américains et les Anglais ». Yannis, 18 ans, du Parti communiste grec, souhaite « arrê-

ter immédiatement les tueurs de nations ».

Quatre heures plus tard, l'air est devenu irrespirable. Les gaz lacrymogènes brûlent les yeux, les poumons, faisant tousser les manifestants, les policiers, les marchands de tee-shirts et de couronnes au sésame. Avenue de la Reine-Sophie, le cortège de 8 000 personnes s'est ébranlé depuis une petite heure sur fond de slogans anti-américains. Un défilé beaucoup moins important qu'au début de la guerre d'Irak – jusqu'à 200 000 manifestants – et qui a changé de nature avec la fin annoncée des opérations. « Nous sommes ici pour protester contre la guerre, contre le néolibéralisme, mais aussi contre la présence de Blair, Aznar et Berlusconi, qui soutiennent les deux », explique Nikos, 34 ans, un thésard de philosophie qui a fait ses études à Paris.

« AMÉRICAINS DEHORS »

Sur un drapeau européen, les étoiles ont été remplacées par des croix gammées, entourant le symbole de l'euro. On les voit aussi sur un drapeau américain, où figure un dollar. Une banderole porte juste le mot : « Hypocrites III », où le « O » est devenu le drapeau européen. « Non au néolibéralisme, non à l'extension de la guerre », « Américains dehors », hurlent les mégaphones.

Devant l'ambassade de Grande-Bretagne, hérissée de barbelés, les manifestants s'arrêtent pour crier « la voilà la cachette des armes, le

QG du terrorisme ». Nikos fait une pause. « Pour moi, l'antagonisme entre les grandes puissances est lié à l'antagonisme entre les économies. Le capitalisme apporte la guerre », dit-il. Le jeune homme reconnaît cependant qu'une partie de l'extrême gauche est favorable, sans le dire, à la position française.

Les slogans reprennent : « Austerité, chômage, répression, c'est ça l'élargissement qu'on nous promet » ; « Non à l'élargissement de la guerre et du néolibéralisme ».

Dimitris, 26 ans, trouve, lui, Valéry Giscard d'Estaing « sympa ». « On doit prêter attention à ce qu'il dit. Même si l'on est contre une Constitution pour l'Europe, il faut être très attentif, c'est important pour nous tous », dit l'étudiant en droit. Il a à peine le temps d'expliquer ce qu'il pense du livre d'Emmanuel Todd, *Après l'empire* (Gallimard), traduit en grec il y a un mois, qu'un groupe d'anarchistes cagoulés déboule en lançant des cocktails Molotov contre les policiers casqués.

La manifestation se coupe en deux, les lacrymogènes font à nouveau pleurer et tousser. La ronde des hélicoptères s'accélère, à l'approche de l'ambassade des Etats-Unis. « Bush fascista », les projectiles volent... Cinq personnes ont été blessées, cent six interpellées, un nombre « rarement atteint, même lors des matchs de foot », selon la police, citée par l'agence Reuters.

Béatrice Gurrey

Ambiance morose à Ateny la polonaise

La campagne du gouvernement en faveur de l'adhésion bat de l'aile

ATENY (nord de la Pologne)
de notre envoyé spécial

La Pologne a aussi son « Athènes » qui, en polonais, se dit « Ateny ». Il n'y a pas d'Acropole dans ce hameau de quelques dizaines d'âmes, perdu sur les bords d'un lac romantique de Mazurie, dans le nord-est du pays. La signature des traités d'adhésion dans la capitale grecque l'a toutefois placé, mercredi 16 avril, sous le feu des projecteurs. Le gouvernement polonais a, en effet, trouvé le lieu parfaitement approprié pour tenter de réveiller sa campagne en faveur du « oui » au référendum d'adhésion, plombé par l'impopularité abyssale du premier ministre socialiste Leszek Miller (SLD) et de son équipe.

« Ici Ateny, à vous Atina. » Au milieu des forêts de sapins, les présentateurs de télévision ont adoré le raccourci d'un faisceau satellitaire qui abolit des milliers de kilomètres de distance. Mais les Polonais, eux, ont davantage compté les kilomètres qui séparent leur demeure du site superbe d'Ateny, qui est à quatre heures de route de Varsovie. Résultat : moins de cinq cents personnes sont venues voir, en plein air et sur écran géant, M. Miller signer, en Grèce, le traité d'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Les drapeaux bleus étoilés s'agitaient mollement devant une scène dressée sur les bords du lac où se succédèrent rappeurs et troupes folkloriques.

Lech Nikolski, ministre chargé de

l'organisation du référendum, a essayé de faire bonne figure, esquissant quelques pas de danse. Mais le cœur n'y était pas vraiment. « Notre campagne va monter en puissance », nous a-t-il expliqué, conscient de la nécessité de réduire le nombre des abstentionnistes, qui pourraient invalider le référendum si le taux de participation était inférieur à 50 %, le 8 juin prochain. Or la locomotive gouvernementale chargée de tirer le train de l'adhésion fuit de toute part.

ÉNORME SCANDALE

Son taux de confiance est historiquement bas (12 %). Le premier ministre et le président Kwasniewski sont à couteaux tirés. L'affaire Rywin, un énorme scandale de corruption mouillant le gouvernement, fait la une des journaux depuis des mois. A moins de courir au suicide, M. Nikolski n'a guère d'autre stratégie que de répéter que « ce n'est pas un référendum pour ou contre le gouvernement mais sur l'UE ». « Notre campagne se situe en dehors du champ de la politique nationale », a-t-il ajouté.

Les partis d'opposition pro-européens, qui n'étaient pas au rendez-vous d'Ateny, ont, quant à eux, choisi de tirer sur l'ambulance gouvernementale. Le principal d'entre eux, le PO (libéral), vient de lancer sa campagne sur le thème « Oui pour l'Europe ; Non pour Leszek Miller et le SLD ». Au risque d'accroître la confusion qui règne dans

la tête de nombre d'électeurs, qui se demandent ce que l'UE va changer dans leur vie de tous les jours. « J'espère que mes enfants travaillant au noir en Allemagne seront légalisés », avance un père de famille. « Je crois que je vais voter oui à l'Europe parce que nos hommes politiques sont nuls et que Bruxelles pourra les contrôler », avance Anna Chyzapska, une retraitée des environs d'Ateny.

Les organisations non gouvernementales engagées dans la campagne pour le « oui » prennent le sujet avec moins de légèreté. « Les sondages annoncent une majorité en faveur de l'adhésion mais le référendum en Hongrie [45 % de participation, pour 60 % pronostiqués] prouve qu'il faut se méfier des estimations », avertit Rosza Thun, responsable de la fondation Robert-Schuman en Pologne.

« Les gens ne sont pas suffisamment informés. Il n'y aura pas de deuxième chance si nous échouons le 8 juin. Si nous n'adhérons pas, ce que nous avons acquis en tant que pays candidat, notamment la liberté de circulation, disparaîtra. » En privé, des animateurs d'initiative citoyenne, qui coordonnent l'action pour le référendum, accusent le gouvernement. « Ils n'ont pas soutenu la société civile. Maintenant qu'ils paniquent, ils nous appellent au secours. N'est-ce pas déjà trop tard ? », dit l'un d'eux.

Christophe Châtelot